MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE LA SOUVERAINETÉ
ALIMENTAIRE

Liberté
Égalité
Fraternité

Secrétariat général **Service des ressources humaines** **Sous-direction de la gestion des carrières et de la rémunération** **78, rue de Varenne** **75349 PARIS 07 SP** **0149554955**	**Note de mobilité** **SG/SRH/SDCAR/2022-880** **01/12/2022**

Date de mise en application : Immédiate
Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.
Cette instruction ne modifie aucune instruction.
Nombre d'annexes : 1

Objet : Appel à candidature : 11 postes au titre de la mobilité "deuxième cercle"

Plusieurs postes sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle" ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

Agence de services et de paiement :

- 1 poste de chef.fe de service adjoint
Date limite de candidature : 30/12/2022

- 1 poste de chargé.e de suivi des projets informatique
Date limite de candidature : 30/12/2022

- 1 poste de directeur.rice régional.e
Date limite de candidature : 30/12/2022

- 1 poste de chef.fe de secteur
Date limite de candidature : 30/12/2022

- 1 poste de chef.fe de service adjoint et chef de secteur
Date limite de candidature : 30/12/2022

- 1 poste de chef.fe de service adjoint
Date limite de candidature : 30/12/2022

Office de développement de l'économie agricole d'Outre-mer :

- 1 poste de secrétaire général.e
Date limite de candidature : 18/12/2022

Mise à disposition auprès du SGAE :

- 1 poste de d'adjoint.e auprès du chef de bureau EEC (Energie, Environnement, Climat)
Date limite de candidature : 22/12/2022

Institut National de l'Origine et de la Qualité :

- 1 poste d'adjoint.e en charge des affaires internationales
Date limite de candidature : 06/01/2022

Mise à disposition dans le cadre du COMAPI :

- 1 poste d'expert.e coordinateur.trice de projets
Date limite de candidature : 22/12/2022

FranceAgriMer :

- 1 poste de chef.fe de projet MOA MOE
Date limite de candidature : 06/01/2022

- 1 poste d'adjoint.e chef unité de contrôle
Date limite de candidature : 06/01/2022

- 1 poste de responsable de pôle 6-
Date limite de candidature : 22/12/2022

- 1 poste de chargé.e de mission
Date limite de candidature : 22/12/2022

Le sous-directeur de la gestion
des carrières et de la rémunération

Laurent BELLEGUIC

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

Agence de Services et de Paiement

Chargé(e) de suivi de projet informatique

DNSI - Service Usine Logicielle

Localisation : Limoges

Statut : Fonctionnaire Catégorie B

Cotation RIFSEEP : 1
Cotation Parcours Pro :

Niveau d'études : Bac + 2 minimum

DESCRIPTION DU POSTE



OBJECTIFS

En tant que Chargé(e) de suivi de projet informatique, vos objectifs seront de :

- suivre un ou des projets,
- superviser la production des livrables,
- Participer à la validation des spécifications,
- Élaborer les tableaux de bord de pilotage,
- Assister et former les utilisateurs,
- Proposer la mise en place de nouvelles normes ou procédures, ou l'évaluation des normes et procédures existantes
- Organiser et animer des réunions (comité de suivi, de pilotage).



ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL

Vous rejoindrez la Direction du numérique et des systèmes d'information (DNSI). Elle a en charge la construction, l'administration, l'exploitation et le maintien en condition opérationnelle du système d'information de l'ASP. Cette direction accompagne la transformation digitale de l'ASP (dématérialisation, agilité, DevOps, API, mobilité, data science, cloud, cybersécurité).
Vous intégrerez l'usine de fabrication et de maintien en condition opérationnelle des produits. Découpée en lignes de produits par domaines d'aides et en une Usine Logicielle, en étroite relation avec les directions métiers, elle s'appuie sur les expertises techniques de la sous-direction des Chapitres (infra, architectures, urbanisation, cyber, etc.).



MISSIONS

EXPLOITATION ET SUPERVISION DES APPLICATIONS WEB INTERNES ET EXTERNES

- Supervision du niveau de service
- Supervision et reprise des sauvegardes incidentées
- Supervision et traitement de reprise des flux avec les applications en amont
- Veille à la cohérence de l'administration des applications entre les pôles « extranet » et « paiement, valorisation de données »

ANIMATION ET COORDINATION DU PÔLE « TRANSVERSE »

- Animation de l'équipe et des prestataires
- Infogérance d'exploitation
- Organisation/coordination des interventions
- Implication dans l'évolution de l'infrastructure
- Sauvegarde, ordonnancement, supervision
- Suivi ISO, indicateurs, reporting
- Editique de masse
- Tirs de performances

ETUDE, PREPARATION ET COORDINATION DES ACTIONS LORS DES INTERVENTIONS TECHNIQUES ET DEMANDES DE CHANGEMENT

- → Administration des applications
- → Prise en compte des changements d'infrastructures en collaboration avec les autres pôles du service
- → Organiser et animer des réunions sur les interventions techniques
- → Planification, checklist et reporting de l'intervention

METTRE ETAPPLIQUER LA PSSI DE L'ETABLISSEMENT

ASSISTER LE CHEF DE SERVICE

- → Prendre en charge les différentes missions confiées au service en collaboration avec le Chef de service
- → Représenter le service en l'absence du responsable



CHAMP RELATIONNEL

Vous travaillerez en étroite collaboration avec :

- → Les différentes unités de travail,
- → Les directions régionales de l'agence,
- → Le siège avec les directions métiers/support,
- → Les partenaires externes intervenant sur les différents projets de la direction

PROFIL RECHERCHÉ



SAVOIRS

- → Aides nationales et européennes (agriculture, emploi…)
- → Organisation du système d'information de l'ASP
- → Outils bureautiques
- → Techniques de coordination de projet
- → Urbanisation du système d'information
- → Conceptions d'applications



SAVOIR-FAIRE

- → Capacité d'organisation, de pilotage
- → Capacité d'analyse
- → Capacité de synthèse
- → Expérience en suivi de projet
- → Capacité à négocier
- → Capacité à rendre compte



CONTACT - CANDIDATURE

Envoyez votre CV et votre lettre de motivation à :

Patricia BELHADJ

Tél : 05 55 12 00 36
mobilite@asp-public.fr

Conseillère Mobilité Carrière
DRH - SEEC

Sandrine NARAIN

Tél : 05 55 12 02 59
sandrine.narain@asp-public.fr

Chargée d'action RH
DNSI - SAFRH

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence de Services et de Paiement

Chef de secteur (H/F)

Localisation : Direction régionale Nouvelle Aquitaine - site de Limoges

Statut : Fonctionnaire

Cotation RIFSEEP : 3
Cotation Parcours Pro : 2

Niveau d'études : Catégorie A

DESCRIPTION DU POSTE

OBJECTIFS

Encadrer, animer et coordonner les activités d'une équipe de contrôleurs terrain et ou analystes images satellites (une quinzaine de titulaires et des contractuels selon la saisonnalité de l'activité), dans le cadre de la réforme de la PAC 2023.

Votre secteur géographique de référence concerne les départements 19, 23, 24 et 87 mais l'équipe peut être appelée à intervenir dans d'autres départements.

Les attendus du poste peuvent être amenés à évoluer dans le cadre de la constitution du service unique des contrôles, à l'issue de sa préfiguration, dans les prochains mois, avec une dimension plus régionale.

ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL

L'Agence de services et de paiement est un organisme de paiement public dédié à la mise en place de politiques publiques, au service d'une société plus durable et plus solidaire.

Vous rejoindrez la Direction régionale Nouvelle Aquitaine, composée de 160 agents titulaires répartis sur les 3 sites de Bordeaux, Limoges et Poitiers, 7 services et 1 mission. Le service des contrôles Poitiers-Limoges (30 agents permanents et des agents en CDD) est appelé à fusionner prochainement avec celui de Bordeaux (15 agents permanents) au sein d'un service unique «contrôles», chargé de la mise en œuvre du contrôle des demandes d'aides européennes liées aux surfaces (1er pilier, mesures agro-environnementales et climatiques, Agriculture biologique…) et aux animaux. Le poste est placé sous l'autorité du chef de service et de ses adjoints.

MISSIONS

- Définir avec chef de service et adjoints, en collaboration étroite avec l'autre chef de secteur, les objectifs, les plans de charge et l'organisation assignés à l'équipe
- Animer et former l'équipe de contrôleurs et/ou analystes images et profils de couverts végétaux
- Planifier et affecter le travail aux différents membres de l'équipe en fonction des priorités, des échéances et compétences de chacun
- Participer aux entretiens professionnels
- Assurer le suivi et le pilotage de l'activité de contrôle et de supervision et rendre compte sur l'avancement de l'activité de contrôle terrain et d'expertise d'images et profils
- Participer au recrutement des CDD et nouveaux arrivants
- Apporter un appui ou intervenir sur les dossiers complexes ou sensibles

- Accompagner le changement, veiller à la cohésion des équipes
- Contribuer activement à l'harmonisation des pratiques entre les trois sites de la DR
- Assurer le relationnel avec les partenaires internes (DSDA…) et externes (DDT, DRAAF, …) et corps d'audit (CCCOP, CCUE etc….)



CHAMP RELATIONNEL

→ En interne : travail en équipe étroite avec les agents et cadres des services contrôles, le CODIR élargi de la Direction Régionale (chefs de service/mission et adjoints, directeurs régional et adjoints). Les directions du siège de l'ASP.

→ En externe : les bénéficiaires, les services instructeurs en direction départementale des territoires, les autres partenaires institutionnels (DRAAF, DREAL…)

PROFIL RECHERCHÉ



SAVOIRS

→ Maîtrise des dispositifs juridiques et règlementaires de la PAC

→ Connaissance du monde agricole, de l'environnement professionnel et de ses enjeux

→ Connaissance de la règlementation contrôles (surfaces et 3STR)

→ Maîtrise des SIG appréciée

→ Maîtrise des outils bureautiques et informatiques

→ Connaissance des outils de gestion de la PAC

→ Une formation, un accompagnement à la prise de poste sont prévus



SAVOIR-FAIRE

→ Capacité d'organisation et d'analyse

→ Maîtrise des techniques de communication écrite et orale

→ Capacité à anticiper les difficultés et à alerter son supérieur hiérarchique. Capacité à rendre compte

→ Capacité à animer et fédérer une équipe autour d'un projet

→ Pédagogie

→ Capacité à gérer une relation externe

→ Réactivité, disponibilité



CONTACT - CANDIDATURE

Envoyez votre CV et votre lettre de motivation à mobilite@asp-public.fr

Pour toute demande de renseignements sur le poste et le profil recherché, veuillez contacter :

- M. Nicolas LEBRAUD, conseiller recrutement mobilité formation de la DRH – mobilite@asp-public,fr - Tél. : 05.55.12.00.64
- Mme Aurore CONSTANTIN, Cheffe adjointe Service Contrôle – aurore.constantin@asp-public.fr - Tél : 05 55 11 57 41
- Mme Véronique GELIS, Cheffe du Service des Affaire Générales– veronique.gelis@asp-public.fr -Tél : 05 55 11 57 08

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

ASP Agence de Services et de Paiement

Directeur Régional (H/F) R87014

Localisation : DR Nouvelle-Aquitaine Bordeaux/Limoges/Poitiers

Statut : Fonctionnaire

Cotation RIFSEEP : Groupe 1
Cotation Parcours Pro : 3

Niveau d'études : Catégorie A+/A

DESCRIPTION DU POSTE

OBJECTIFS

Mettre en œuvre les orientations du comité de direction et de la direction générale pour sa région et participer à la définition de la stratégie de l'établissement.
Administrer et piloter l'équipe régionale ainsi que la supervision de l'ensemble des secteurs d'activités de la direction régionale ; et assurer une représentation de proximité de la direction de l'ASP Nouvelle Aquitaine auprès des partenaires institutionnels.

ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL

L'Agence de services et de paiement est un organisme de paiement public dédié à la mise en place de politiques publiques, au service d'une société plus durable et plus solidaire.

Vous rejoindrez la Direction régionale Nouvelle Aquitaine, composée d'environ 150 agents titulaires et 40 agents contractuels répartis sur trois sites (Bordeaux, Limoges et Poitiers). La DR NAQ intervient sur de nombreux dispositifs de gestion d'aides nationales ou infra-nationales. Elle intervient dans les domaines de l'agriculture, le développement rural, les aides à l'emploi, les aides économiques et environnementales…

Les missions principales concernent le paiement et le contrôle des aides dans le respect des procédures établies au sein de l'établissement, ainsi que l'assistance téléphonique auprès des bénéficiaires.

MISSIONS

- Direction des services

→ Définir les objectifs et les priorités de la direction.

→ Animer le comité de direction (éléments de contexte, pédagogie sur les orientations…),

→ Gérer et manager les effectifs (trajectoire RH, recrutement, entretiens professionnels, etc) et définir les missions et les objectifs des collaborateurs de la direction.

→ Exercer l'autorité sur l'ensemble du personnel de la Direction,

→ Etre garant du budget de la DR,

- Animer le dialogue social local

- Assurer le pilotage général et la coordination des secteurs d'activité de la direction régionale

- Conduire et accompagner le changement.

- Représenter la direction dans les instances nationales et auprès des partenaires.

- Mettre en œuvre les décisions de la direction générale et suivre la réalisation des objectifs fixés.
- Mettre en œuvre des mesures correctives et être force de proposition constante auprès de la direction générale,
- Participer à la mise en œuvre de projets transversaux au niveau régional ou national (relations bénéficiaires, Plan Performance Pac…).
- Etre garant du contrôle interne au sein de la direction régionale (analyse, plan d'actions, suivi des actions) et référent en matière de lutte anti fraude.
- La tenue du poste nécessite polyvalence, disponibilité, autorité, et déplacements fréquents.



CHAMP RELATIONNEL

→ En interne : Direction générale, directions du siège et directions régionales,

→ En externe : Différents services de l'Etat (DREETS, DRAAF, DDT, préfecture…), collectivités (Conseils départementaux,…) et autres organismes institutionnels (pôle emploi, organismes de formation, Missions locales).

PROFIL RECHERCHÉ



SAVOIRS

→ Connaissances solides en droit, économie et/ou sciences et techniques

→ Connaissance de l'organisation et du fonctionnement des institutions au plan européen, national et régional

→ Connaissance des règles de la comptabilité publique.

→ Connaissance des aides publiques gérées

→ Maitrise des techniques de communication

→ Techniques de management et de pilotage

→ Bonne connaissance des systèmes d'informations



SAVOIR-FAIRE

→ Capacité à fixer des objectifs cohérents, à mobiliser et valoriser les compétences

→ Capacité d'organisation, de pilotage

→ Pratique avérée du management

→ Capacité à animer et à fédérer

→ Aptitude à la prise de décision

→ Capacité à déléguer

→ Capacité d'initiative, force de proposition

→ Capacité à représenter l'établissement à gérer une relation externe

→ Respect des règles de déontologie et très grande discrétion professionnelle



CONTACT - CANDIDATURE

Envoyez votre CV et votre lettre de motivation à mobilite@asp-public.fr

- Monsieur Stéphane Le Moing, Président Directeur Général – Tél: 05 55 12 00 17 – stephane.lemoing@asp-public.fr
- Monsieur Vianney Bourquard, Secrétaire Général– Tél:05 55 12 00 27– vianney.bourquard@asp-public.fr
- Madame Stéphanie Rouveron, Directrice des Ressources Humaines - Tél : 05 55 12 00 53 – stephanie.rouveron@asp-public.fr

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

Agence de Services et de Paiement

Chef de service adjoint (H/F)

Localisation : Direction régionale Nouvelle Aquitaine - site de Poitiers

Statut : Fonctionnaire

Cotation RIFSEEP : 3
Cotation Parcours Pro : 2

Niveau d'études : Catégorie A

DESCRIPTION DU POSTE

OBJECTIFS

Vous encadrerez, coordonnerez et animerez les activités du service, en particulier l'équipe de Poitiers (une quinzaine de titulaires et des contractuels selon la saisonnalité de l'activité) en vous appuyant sur 2 chefs de secteur, dans le cadre de la réforme de la PAC 2023.

Vous contribuerez, en coordination étroite avec le chef de service et ses adjoints, au pilotage de la campagne de contrôles à l'échelle régionale (vous serez membre du CODIR CONTROLES), à fédérer les équipes des 3 sites Bordeaux, Limoges et Poitiers, en recherchant l'harmonisation des pratiques et la mutualisation des ressources ; à la construction d'un service unique efficient, mettant en valeur les compétences et renforçant la performance. Les attendus du poste peuvent être amenés à évoluer.

ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL

L'Agence de services et de paiement est un organisme de paiement public dédié à la mise en place de politiques publiques, au service d'une société plus durable et plus solidaire.

Vous rejoindrez la Direction régionale Nouvelle Aquitaine, composée de 160 agents titulaires répartis sur les 3 sites de Bordeaux, Limoges et Poitiers, 7 services et 1 mission. Le service des contrôles Poitiers-Limoges (30 agents permanents et des agents en CDD) est appelé à fusionner prochainement avec celui de Bordeaux (15 agents permanents) au sein d'un service unique «contrôles», chargé de la mise en œuvre du contrôle des demandes d'aides européennes liées aux surfaces (1er pilier, mesures agro-environnementales et climatiques, Agriculture biologique…) et aux animaux. Le poste est placé sous l'autorité du chef de service.

MISSIONS

- Suivre et superviser l'ensemble des secteurs d'activité du service, plus particulièrement sur le site de Poitiers
- Animer les équipes du service à Poitiers : définition des objectifs et des priorités, planning, animation des réunions, relevés de décision
- S'assurer du bon équilibre activité/effectifs et élaborer un prévisionnel en vue de maintenir cet équilibre
- Alimenter, suivre et analyser les tableaux de bord de l'activité et des résultats du service, rendre compte au chef de service et au CODIR contrôle
- Participer au recrutement et à la formation des nouveaux arrivants, accompagner le parcours professionnel des agents
- Réaliser les entretiens professionnels des agents
- Accompagner le changement, notamment les évolutions impactant l'activité et l'organisation des équipes inter-sites
- Veiller à la cohésion des équipes

- Participer à l'élaboration et à la conduite de projets du service
- Contribuer activement à l'harmonisation des pratiques entre les trois sites de la DR
- Assurer le relationnel avec les partenaires internes (DSDA…) et externes (DDT, DRAAF, …) et corps d'audit (CCCOP, CCUE etc….)
- Participer au fonctionnement général de la DR et à la stratégie locale
- Participer à des groupes de travail externes et internes, animer des réunions



CHAMP RELATIONNEL

→ En interne : les agents et cadres des services contrôles, le CODIR élargi de la Direction Régionale (chefs de service/mission et adjoints, directeurs régional et adjoints). Les directions du siège de l'ASP.

→ En externe : les bénéficiaires, les services instructeurs en direction départementale des territoires, les autres partenaires institutionnels (DDETS-PP, DRAAF, DREAL…)

PROFIL RECHERCHÉ



SAVOIRS

→ Maîtrise des dispositifs juridiques et règlementaires de la PAC, de la réglementation contrôles

→ Connaissance du monde agricole, de l'environnement professionnel et de ses enjeux

→ Maîtrise des différentes chaînes de traitement des dossiers et logiciels spécifiques

→ maîtrise des outils informatiques de gestion et planification

→ Une formation, un accompagnement à la prise de poste sont prévus



SAVOIR-FAIRE

→ Capacité d'organisation, d'analyse, de décision et de pilotage

→ Maîtrise des techniques de communication écrite et orale

→ Capacité à anticiper les difficultés et à alerter son supérieur hiérarchique. Capacité à rendre compte

→ Capacité à animer et fédérer une équipe autour d'un projet, capacité à travailler en réseau

→ Maîtrise des techniques managériales, ouverture et dialogue avec les équipes

→ Pédagogie

→ Capacité à gérer une relation externe

→ Réactivité, disponibilité

→ Mobiliser, valoriser les compétences



CONTACT - CANDIDATURE

Envoyez votre CV et votre lettre de motivation à mobilite@asp-public.fr

Pour toute demande de renseignements sur le poste et le profil recherché, veuillez contacter :

- M. Nicolas LEBRAUD, conseiller recrutement mobilité formation de la DRH – mobilite@asp-public,fr - Tél. : 05.55.12.00.64
- M. Paul COJOCARU, Directeur adjoint – paul.cojocaru@asp-public,fr - Tél : 05 56 01 50 59
- Mme Véronique GELIS, Cheffe du Service des Affaire Générales– veronique.gelis@asp-public.fr -Tél : 05 55 11 57 08

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire

Agence de Services et de Paiement
Direction Interrégionale Bretagne - Pays-de-la-Loire

40 rue du Bignon – CS 17429 - 35135 Chantepie

25, bis rue Paul Bellamy – CS 54203 – 44042 Nantes cedex 1

Chef(fe) de service adjoint et chef(fe) du secteur « Contrôles Surfaces »

Site de Nantes

N° du poste : L46125 **Catégorie : A**	
Cotation parcours professionnel **Postes catégorie A : 2**	**Groupe RIFSEEP : 3**
Poste vacant /SREPES **Date limite des candidatures : 3 novembre 2022**	
Présentation de l'environnement professionnel	L'Agence de Services et de Paiement (ASP) est un établissement public administratif placé sous la double tutelle du Ministère en charge de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire et du Ministère du Travail, du Plein Emploi et de l'Insertion. L'ASP est le premier organisme payeur européen des aides agricoles de la politique agricole commune (PAC). Elle contribue à la mise en œuvre de politiques publiques européennes, nationales et locales et dispose d'une expertise reconnue dans les domaines de l'ingénierie administrative, de l'instruction, des contrôles, des paiements et des recouvrements. Son siège est réparti sur deux sites (Limoges et une antenne à Montreuil) et comporte un réseau de 12 Directions régionales implantées en métropole et outre-mer. La Direction interrégionale Bretagne - Pays de la Loire est une structure d'environ 115 agents titulaires assurant des activités de gestion administrative ou de contrôles sur place (aides agricoles). Elle est implantée sur deux sites à Rennes (siège) et Nantes. Le poste est basé à Nantes et rattaché au service Contrôle des Aides Directes Agricoles (SCADA). Des déplacements sont à prévoir entre les deux sites. Le service Contrôle des Aides Directes Agricoles est composé d'une cheffe de service, de 2 chefs de services adjoints, 6 chefs de secteurs (3 à Rennes et 3 à Nantes), 26 contrôleurs titulaires et des CDD. Sa vocation est l'application et la mise en œuvre des missions de contrôles du premier pilier et les contrôles surfaces du second pilier de la PAC.

Objectifs du poste	1) Chef(fe) de service adjoint(e) Placé sous l'autorité de la cheffe de service, le (la) titulaire l'assiste dans le pilotage du service, en particulier sur le site de Nantes et encadre une équipe composée de 14 agents titulaires et de CDD. Il (elle) est en relation directe avec les directions métier du siège (DSDA notamment) et les autres directions régionales, mais aussi avec des interlocuteurs locaux (DRAAF, DDT(M)…). Il (elle) assure l'intérim de la cheffe de service. Il (elle) s'assure de la capacité à faire du service ainsi que de la qualité des relations avec les partenaires internes et externes. Il (elle) a également un rôle de proposition et de mise en œuvre de la politique de coopération interrégionale entre les sites de Rennes et Nantes (modalités de gouvernance partagée, d'organisation et de fonctionnement coordonnés des deux sites) 2) Chef(fe) du secteur contrôles surfaces Il (elle) pilote, anime et coordonne les cellules constitutives du secteur « contrôles surfaces » et leurs activités.
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	- Supervise l'ensemble des secteurs d'activité du service, rend compte à la cheffe de service, contribue à l'animation du service par la définition des plannings, la tenue de réunions, la conduite des entretiens professionnels... - Participe au recrutement et à la formation des nouveaux arrivants ; - Pilote l'activité du service : suit les tableaux de bord, anticipe l'évolution de l'activité et son équilibre avec les ressources ; - Participe aux réunions avec les partenaires de l'ASP en tant que référent réglementaire en matière de contrôle ; - Décline et met en œuvre la conduite des projets du service ; - Assure le relationnel avec les partenaires et représente l'établissement dans diverses instances ; - Est responsable du pilotage de l'activité dans le respect des délais et des objectifs assignés au secteur et notamment : - Système de suivi des surfaces en temps réel (3STR) : assure la mise en place et l'encadrement de la cellule dédiée au 3STR (PAC 23-27). - Encadre et effectue les supervisions et suites à donner.

<table>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Agents du Service Contrôles des Aides Agricoles Directes et de la direction interrégionale, Services du siège de l'ASP, partenaires locaux (DRAAF, DDT(M)).</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs</td><td>Savoir-faire</td></tr>
<tr><td>- Connaissances en droit, agriculture et agronomie,
- Connaissance de l'environnement de l'ASP et de son fonctionnement.
- Maîtrise des procédures, de la réglementation et des outils liés aux différents domaines couverts par le service</td><td>- Compétences managériales affirmées.
- Capacités au dialogue, à la négociation et à la communication.
- Sens de l'initiative et de l'autonomie.
- Esprit d'analyse
- Savoir rendre compte, déléguer
- Anticiper les difficultés et alerter le (la) chef.fe de service et le directeur interrégional</td></tr>
<tr><td>Conditions particulières d'exercice</td><td colspan="2">Possibilité de travail à distance.</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">- M. Hugues LAPRIE, Directeur interrégional – courriel : hugues.laprie@asp-public.fr

- M. Pascal DROUIN, Directeur interrégional adjoint – courriel : pascal.drouin@asp-public.fr

- Mme Florence DUGAST, Cheffe du Service Contrôle des Aides Directes Agricoles – courriel : florence.dugast@asp-public.fr Tel : 02 40 69 36 10

- Mme Morgane LECOMMANDOUX, Cheffe du Service des Affaires Générales – courriel : morgane.lecommandoux@asp-public.fr

- Mme Céline GADY-FEYSSAT, Conseillère recrutement, mobilité et formation -

courriel : mobilite@asp-public.fr Tel : 05 55 12 00 56</td></tr>
</table>

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence de Services et de Paiement

CHEF DE SERVICE ADJOINT

(H/F)

R30001

Localisation : Direction régionale Occitanie – site de Nîmes

Statut : Fonctionnaire – cat A

Cotation RIFSEEP : 3
Cotation Parcours Pro : 2

Niveau d'études : Bac + 3

DESCRIPTION DU POSTE

OBJECTIFS

Sous la responsabilité de la cheffe de service, le ou la titulaire du poste est chargé(e) d'encadrer, animer et coordonner les activités du service, avec un pilotage plus particulier en présentiel de l'équipe de Nîmes et à distance de l'équipe de Balma ainsi que de l'équipe en renfort sur Montpellier.

Il ou elle assure sur ce site la représentation permanente de la direction régionale et du service auprès des partenaires ou instances situés dans la région Occitanie.

ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL

L'Agence de services et de paiement est un organisme de paiement public dédié à la mise en place de politiques publiques, au service d'une société plus durable et plus solidaire.

La Direction régionale d'Occitanie est composée de 5 services et une mission regroupant 160 agents répartis sur trois sites basés à Montpellier, Nîmes et Balma.

Le Service Emploi, Ecologie et Politiques d'Insertion (SEEPI) a pour missions de gérer et payer des aides multiples.

Il comporte une trentaine d'agents répartis pour moitié sur Nîmes et sur Balma, avec un renfort en contractuels CDD en fonction des besoins et dotations dont une équipe pouvant être basée sur le site de Montpellier.

Le poste est basé sur le site de Nîmes

MISSIONS

En coordination étroite avec la cheffe de service :

- co-piloter et co-animer les équipes du service ;

- s'assurer du bon équilibre activité / effectif et élaborer un prévisionnel en vue de maintenir cet équilibre ;

- participer à l'élaboration et à la conduite des projets du service ;

- accompagner le changement, notamment les évolutions impactant les activités et l'organisation des équipes inter-sites, et veiller à la cohésion du service et des équipes ;

- fixer les objectifs, définir et impulser les méthodes de travail, suivre et superviser les réalisations ;

- réaliser les entretiens professionnels des agents du service, selon l'organisation retenue au sein de la direction régionale

- participer au recrutement et à la formation des agents et des nouveaux arrivants tels que les contractuels en renfort ;

- contribuer aux analyses et expertises du domaine, suivre les tableaux de bord, produire des bilans et des notes de synthèse ;

- participer à des groupes de travail nationaux ou locaux, animer des réunions ;

- assurer le relationnel du service avec les partenaires internes et externes.

Conditions particulières d'exercice : Déplacements fréquents sur le site distant à Montpellier et occasionnels sur le site de Balma ainsi qu'au siège à Limoges.



CHAMP RELATIONNEL

- **En interne :** Agents du service, les autres services de la direction régionale, directions du siège de l'ASP et autres directions régionales
- **En externe** : services de l'Etat (DREETS, DDEETS), Conseil régional, Conseils départementaux, partenaires (Pôle Emploi, Missions locales, ARML...), employeurs de contrats aidés, concessionnaires, bénéficiaires...

PROFIL RECHERCHÉ



SAVOIRS

- Connaissance de l'environnement institutionnel et de ses enjeux ;
- Connaissance des fondamentaux et des règlementations relatives aux fonctions exercées ;
- Connaissance des principes et processus d'instruction, de paiement et de contrôle de dossiers d'aides ;
- Bonne maîtrise des outils informatiques de gestion et planification ;
- Maîtrise des techniques de management ;



SAVOIR-FAIRE

- Assurer la gestion et l'expertise technique et administrative
- Organiser, piloter et superviser le travail d'une équipe
- Animer une équipe et gérer des processus RH
- Animer des réunions
- Analyser, synthétiser, rendre compte de façon formalisée
- Gérer une relation externe
- Mobiliser et valoriser les compétences
- Fédérer, faire preuve de leadership
- Réactivité, rigueur, organisation



CONTACT - CANDIDATURE

Envoyez votre CV et votre lettre de motivation à mobilite@asp-public.fr

- Hervé Dannoux – Directeur régional adjoint - Tél. : 05 62 25 48 15 - Portable : 06 07 89 60 93 - Courriel : herve.dannoux@asp-public.fr

- Sylvie Sarthou – Cheffe du Service - Tél. : 05 62 25 35 04 - Portable : 06 76 73 34 75 - Courriel : sylvie.sarthou.@asp-public.fr

Pour des questions relatives au recrutement et aux RH :

Sandrine DUPUY, DRH/SEEC - Conseillère recrutement mobilité formation - Tél : 05 55 12 00 33 - courriel : mobilite@asp-public.fr

Secrétaire général de l'ODEADOM

L'ODEADOM, Office de développement de l'économie agricole d'Outre-mer, est un établissement public administratif sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture et de l'Outre-mer. L'office est organisme payeur pour la plus grande partie des aides nationales et européennes destinées à l'agriculture d'outre-mer, il est représenté au niveau de chacun des départements d'Outre-mer par les préfets et leurs services (DAAF). Il compte 41 agents, tous basés à Montreuil (93) et gère 350 M€ d'interventions par an au bénéfice des Outre-mer.
Il intervient pour les territoires de Guadeloupe, Guyane, Martinique, Mayotte, La Réunion ainsi que pour Saint-Pierre et Miquelon, Saint-Barthélemy et Saint-Martin.

VOS MISSIONS

Gestion budgétaire et pilotage financier

Pilotage direct des budgets de fonctionnement de l'office, gestion des conventions avec les Préfets, suivi global de la dépense coté ordonnateur.

Gestion des ressources humaines

Gestion de proximité d'une équipe de l'office de 41 personnes, dans tous les aspects de gestion de ressources humaines et de relations sociales.

Organisation et animation du Secrétariat général

Pilotage de proximité d'une équipe dédiée, en lien avec tous les services de l'office.

Communication interne et externe

Pilotage avec la direction des stratégies de communication et portage d'initiatives innovantes.

Administration générale, juridique et informatique

Gestion quotidienne de la vie de l'établissement dans un cadre stable. Pilotage de la stratégie des systèmes d'information avec une équipe dédiée.

CHAMP RELATIONNEL DU POSTE

Ministères chargés de l'agriculture (Secrétariat général et DGPE), des Outre-mer, du budget.

L'ensemble des services de l'établissement ODEADOM et les autres établissements occupants du site de l'Arborial.

Les services déconcentrés, préfectures et DAAF des Outre-mer.

Partenaires externes, professionnels des filières, organismes de recherche et d'étude, prestataires divers.

OBJECTIFS DU POSTE

Le secrétaire général de l'ODEADOM, à la tête d'une équipe de 7 personnes, assure le fonctionnement de l'établissement. Il pilote en lien permanent avec la direction, les aspects budgétaires, humains, logistiques. Il assure un fonctionnement fluide, agile et évolutif de l'office. Il l'engage dans des démarches modernisées de gestion et de management.

Fonctionnaire Catégorie : A/A+

Cotation RIFSEEP :
Attaché d'administration : groupe 1
Cotation parcours professionnel (uniquement 1catégorie A) : 3

SAVOIR

- Connaissance du cadre de réglementation, notamment en matière budgétaire et de ressources humaines
- Maîtrise du paysage institutionnel d'un établissement public agricole

SAVOIR-FAIRE

- Intérêt et implication en matière de management
- Ouverture sur les évolutions organisationnelles des services publics
- Flexibilité pour l'exercice de missions variées

NOUS CONTACTER :

Jacques Andrieu, directeur
jacques.andrieu@odeadom.fr
tel : 01 41 63 19 63 et 06 33 51 00 48
Valérie Gourvennec, directrice adjointe
valerie.gourvennec@odeadom.fr
tel : 01 41 63 19 44 et 06 85 01 98 16

https://www.odeadom.fr/
https://www.linkedin.com/company/odeadom

ODEADOM
12, rue Henri Rol-Tanguy
TSA 60006
93555 MONTREUIL CEDEX

Prise de poste souhaitée au tout début de l'année 2023

Date limite de candidature le 18/12/2022

Mise à disposition auprès du SGAE

Adjoint auprès du chef de bureau EEC (Energie, Environnement, Climat) en charge des questions d'environnement

N° du poste :
Catégorie : A
Cotation parcours professionnel : 2

Poste potentiellement vacant à pourvoir pour le 1er janvier 2023
Durée de l'engagement : 3 ans
Délais de candidature : 3 semaines à partir de la publication.

PRESENTATION DE L'ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL	Le SGAE est le service du Premier ministre chargé de la coordination interministérielle pour les questions européennes et les activités de l'OCDE. Il est le garant de la cohérence et de l'unité de la position française au sein de l'Union européenne et à l'OCDE. Aujourd'hui, sa mission de coordination interministérielle sur les dossiers européens s'étend à tous les domaines couverts par le traité de Lisbonne (hors politique étrangère et de sécurité commune).
OBJECTIFS DU POSTE	Le(la) titulaire du poste sera, sous l'autorité du chef de bureau, chargé(e) de la coordination interministérielle pour les questions européennes d'une partie des dossiers relatifs à l'environnement (environnement, nature), le portefeuille environnement étant partagé avec un second adjoint.
DESCRIPTION DES THEMATIQUES DANS LE CHAMP DU POSTE	- protection de la nature et biodiversité continentale et marine (Natura 2000, écosystèmes, espèces, ressources génétiques, négociations internationales, précontentieux européens, ...) - eau (directive cadre, eau potable, eaux souterraines, eaux résiduaires urbaines, nitrates, négociations internationales, précontentieux européens, etc.) - évaluation d'impacts et accès à l'information environnementale, à la justice en matière environnementale et participation du public en matière environnementale (dont négociations internationales, précontentieux européens, etc.) - organismes génétique modifiés (directives 2001/18 et 2009/41, nouvelles techniques de génomique, négociations internationales, précontentieux européens, etc.) en coordination avec le bureau chargé de l'agriculture.
PRINCIPALES ACTIVITES	-Dans son secteur d'activité, il (elle) aura à assurer le suivi des calendriers de négociation, la coordination des positions françaises.

	l'établissement de notes d'orientation et des notes d'instructions à la Représentation permanente de la France auprès de l'Union Européenne et de réponses à la Commission européenne après concertation des départements ministériels, la préparation de réunions interservices d'arbitrage et la rédaction de leurs comptes-rendus, l'élaboration de notes de synthèse et de position pour divers types de dossiers, la participation éventuelle à des réunions organisées par le Conseil de l'Union européenne ou le cabinet du Premier Ministre, ainsi que le suivi des transpositions des directives et des précontentieux correspondants ou liés à la mise en œuvre du droit de l'Union européenne. Il (elle) devra être prêt(e) à être exposé(e) très fréquemment à des amplitudes horaires étendues, à faire face à des échéances strictes et rapprochées et à organiser et prioriser son travail en fonction de ces échéances.
COMPETENCES LIEES AU POSTE	- Connaissance de l'administration (française et européenne) - Maîtrise de l'anglais - Maîtrise de l'outil informatique - Environnement et développement durable - Aptitude à travailler en mode projet et à animer un réseau
SAVOIRS ET SAVOIR-FAIRE	- Négociation - Coordination ministérielle - Esprit de synthèse - Rédaction claire et précise - Investissement rapide de thématiques diverses
PERSONNES A CONTACTER	**Les agents intéressés sont invités à adresser leur CV et leur lettre de motivation à :** - François GIBELLI, Chef de Bureau EEC au SGAE, francois.gibelli@sgae.gouv.fr - Karine SERREC, DGPE, Sous-directirice Europe, karine.serrec@agriculture.gouv.fr - Sébastien RIHANI, Chargé de mission Réseau international, sebastien.rihani@agriculture.gouv.fr

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Institut National de l'Origine et de la Qualité
12, rue Henri Rol-Tanguy
93555 Montreuil

Service juridique et international

Adjoint en charge des affaires internationales

<table>
<tr><td colspan="2">N° du poste :
Catégorie : A (fonctionnaire ou statut unifié)</td></tr>
<tr><td>Cotation parcours professionnel
postes catégorie A(*) : 2</td><td>Cotation part fonction PFR : 4.5
Groupes RIFSEEP : 3</td></tr>
<tr><td colspan="2">Prise de poste à compter du 31 janvier 2023
Date limite de candidature : le 6 janvier 2023</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td>L'Institut National de l'origine et de la qualité (INAO), établissement public à caractère administratif, sous tutelle du Ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire (MASA) est en charge de la mise en œuvre de la politique française relative aux signes officiels d'identification de l'origine et de la qualité des produits agricoles et agroalimentaires. Ses missions principales sont, la reconnaissance, le suivi, le contrôle et la protection des SIQO (AOP, IGP, Label Rouge, Agriculture biologique, STG), la promotion de leurs concepts, ainsi que la protection du foncier agricole et des aires de leurs productions.
Le service juridique et international (SEJI) exerce une triple mission de conseil juridique, de sécurisation des décisions des instances et de traitement contentieux. Composé de 11 agents, il gère l'ensemble des actions de protection nationale et internationale des SIQO.</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td>Au sein de l'équipe et en collaboration avec elle, l'agent doit contribuer à l'expertise juridique dans le domaine des SIQO.
En tant qu'adjoint en charge des affaires internationales, seconder la responsable du service sur les dossiers internationaux en étant force de proposition.</td></tr>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des taches à exécuter</td><td>Sous l'autorité de la responsable du service, l'agent sera chargé :
- De coordonner et animer le travail des chargés de mission pour la protection internationale des SIQO
- D'assurer la protection internationale des SIQO sur les zones géographiques suivantes : Amérique du Nord, Asie (sauf Chine) et sur le registre international de l'OMPI.
Au quotidien cela suppose de traiter des avis de détection des marques et des usurpations relevées : via la recherche d'informations, d'expertise juridique sur les suites à donner, mise en demeure, saisine des avocats et information des ODG/Interprofessions, suivi du dossier en lien avec ces derniers, accords négociés par les avocats ainsi que des mémoires d'opposition. Valoriser l'expertise du SEJI en matière de connaissance du droit interne de la zone géographique via la rédaction de vade-mecum afin d'accompagner au mieux les professionnels dans les actions de protection à l'international.
- Suivre les négociations et de la mise en œuvre des accords internationaux et bilatéraux UE/pays tiers : Ce suivi nécessite une expertise en droit international, européen et droit interne de la zone géographique et une grande réactivité dans les délais contraints de la négociation afin d'œuvrer efficacement à la défense des intérêts français. A ce suivi se rajoute le volet OMPI, notamment les enregistrements internationaux suite à l'adhésion de la France à l'Acte de Genève de l'Arrangement de Lisbonne sur les appellations d'origine et les indications géographiques et la participation aux réunions
- Coopération internationale :
Organisation de programmes de visites d'études et accueil de délégations étrangères, présentations aux délégations, interventions lors de séminaires sur les SIQO. Animation du réseau des agents de l'INAO. Montage des réponses de l'INAO aux demandes de coopération. Coordination au sein de l'INAO du programme de formation européen BTSF de la DG Santé.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td>Contacts réguliers tant en interne avec les agents de l'Institut et les professionnels qu'en externe avec les administrations dont relève l'INAO et l'interministériel.</td></tr>
</table>

Compétences liées au poste	**Savoirs :**	**Savoir-faire :**
	- Compétences en droit comparé, international, européen et national notamment en matière de propriété intellectuelle. - Très bonne maîtrise de l'anglais exigée. - Connaissance de l'environnement institutionnel et interministériel de l'INAO.	Capacité d'analyse et de synthèse ; Qualité rédactionnelle ; Sens du travail en équipe ; Esprit d'initiative, autonomie ; Réactivité.
Personnes à contacter	Les candidatures, lettre de motivation et parcours professionnel, doivent être adressées à la Secrétaire générale de l'INAO : Madame Patricia CARISTAN Tél. : 01.73.30.38.02 - Courriel : p.caristan@inao.gouv.fr Informations sur le poste : Madame Nathalie MARTY - Responsable du Service juridique et international Tél. : 01.73.30.38.34 - Courriel : n.marty-houpert@inao.gouv.fr et Emilie COLOMBO – Responsable adjointe du Service juridique et international Tel : 01 73 30 38 35 Courriel : e.colombo@inao.gouv.fr	

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire

Direction générale de l'Enseignement et de la Recherche

Direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises

Mise à disposition dans le cadre du COMAPI

auprès du Ministère de l'enseignement supérieur d'Angola

Expert(e) coordinateur(trice) de projets

N° du poste : **Catégorie : A/A+**		
Classement parcours professionnel :	**Groupe RIFSEEP : 3**	
Création de poste		
Présentation de l'environnement professionnel	Le poste, dédié aux actions de coopération entre le France et l'Angola dans les domaines de l'enseignement technique, supérieur et de la recherche agricoles, sera basé à Luanda auprès du Ministère de l'Enseignement Supérieur et comportera des interactions régulières avec les services du Ministère de l'Agriculture Angolais, du Ministère de l'Education Nationale et le bureau local de l'Agence Française de Développement Durée initiale de mise à disposition de 3 ans, prolongeable de deux fois un an.	
Objectifs du poste	- Promouvoir l'expertise française en matière de formation et de recherche agricoles et en assurer le suivi pour en garantir la qualité et la cohérence, - Plus globalement, soutenir et renforcer les partenariats bilatéraux en matière d'enseignement et de recherche agricoles.	
Description des missions à exercer ou des taches à exécuter	En lien avec la DGER / BRECI, la DGPE, l'agent mis à disposition devra : - suivre les travaux du groupe de travail agricole Angola – France - accompagner, faciliter, suivre et rendre compte de la réalisation les projets en cours : - Le projet d'appui à la formation agricole PAFAR - Le projet VAI2P conduit par l'ENSFEA et les 4 écoles vétérinaires – - Le projet avec l'ISTAM de Malanje : SUPALIM « Innovation et professionnalisation de l'offre de formation supérieure agroalimentaire en Angola », - être attentif aux opportunités de financement des actions de coopération en matière d'enseignement et de recherche agricoles (PEA, ADESFA, FSPI, Erasmus+, coopération décentralisée), et soutenir tout nouveau projet. - contribuer à la préfiguration des suites du projet PAFAR vers l'appui à la création de filières de formation agricole supérieure courte de type BTSA	
Champ relationnel du poste	Référent pour le Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire, en particulier pour le Bureau des relations européennes et de la coopération internationale à la DGER. Interactions avec : - les acteurs nationaux et internationaux de l'enseignement technique, supérieur agricole court et long, et de la recherche agricole. - les services de l'ambassade de France en Angola - opérateurs du MAA en matière de coopération.	
Compétences liées au	**Savoirs**	**Savoir-faire**

poste	Connaissance de l'enseignement agricole français ; Pratique des relations internationales ; Compétences en conduite de projets, ingénierie de dispositifs de formation ; Compétences interculturelles et diplomatiques. Maîtrise du portugais appréciée	Aptitude à la synthèse et qualités rédactionnelles, Capacité à rédiger des rapports, et partager les informations pertinentes, Travailler en réseau, en équipe et animer des groupes, Maîtriser les outils bureautiques.
Personnes à contacter	Philippe RENARD, chef du bureau des relations européennes et de la coopération internationale – philippe.renard@agriculture.gouv.fr Gerardo RUIZ, Adjoint au chef du bureau des relations européennes et de la coopération internationales – gerardo.ruiz@agriculture.gouv.fr Département des Affaires Transversales Mapat-pag-rh.dger@agriculture.gouv.fr	

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Établissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Chef de projet MOA/MOE

Direction Marchés, études et prospective/ Service Analyse et fonctions transverses et multifilières
Unité Systèmes d'information économique

N° appel à candidature : 20486	**Catégorie : A**
Cotation parcours professionnel : 1	**Cotation Groupe RIFSEEP : Groupe 3 si corps des Ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement** **Groupe 3 si corps des attachés d'administration de l'Etat**
Filière d'emploi : 21 – Numérique et systèmes d'information et de communication	
Poste vacant	**Localisation :** 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.
Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail.
Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans, éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles et de la pêche. Lieu d'information, d'échanges, de réflexion, d'arbitrage et de gestion pour les filières françaises de l'agriculture et de la pêche rassemblées au sein d'un même établissement, FranceAgriMer :

- met en œuvre des dispositifs de soutiens techniques et financiers, nationaux et européens, et gère des dispositifs de régulation des marchés ;
- assure un suivi des marchés, propose des expertises économiques, mais également techniques par exemple en contribuant à des actions de coopération technique et au développement des filières à l'international ;
- organise le dialogue, la concertation et la mise en œuvre des politiques publiques en s'appuyant sur une gouvernance rénovée.

La Direction Marchés, études et prospective (MEP) a pour mission de recueillir, de traiter et de diffuser des informations et des analyses économiques sectorielles, de développer des approches et des outils transverses.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Elle travaille en réseau avec les services des ministères chargés de l'agriculture et de la pêche, de l'économie et de l'environnement, les professionnels des filières et les services territoriaux.
En son sein, le service «Analyses et fonctions transversales et multifilières» est chargé d'apporter un éclairage économique sur les questions de moyen et de long terme en matière d'évolution des filières agricoles, ainsi que sur les évolutions concernant plusieurs d'entre-elles. Il contribue à l'évaluation des politiques publiques agricoles. Il a également en charge d'organiser la structuration et la mise à disposition de l'information économique.
L'unité Système d'information économique a pour mission de contribuer à la mise en place et à l'évolution d'applications source et de développer le système d'information décisionnel répondant aux besoins de diffusion et d'analyse de données économiques

Objectifs du poste

- Contribuer à la refonte du site VISIONet de mise à disposition des données brutes ;
- Compléter et organiser l'entrepôt de données économiques de référence (VISIOBase) afin de faciliter leur mise à disposition en interne et en externe ;
- Automatiser la production de données et documents récurrents ;
- Développer des systèmes d'information pour les unités métiers ;
- Accompagner les unités métier dans la maîtrise d'ouvrage pour la conception et la mise en place d'applications de collecte de données externalisées.

Missions et activités principales :

- Gestion du projet de refonte du site VISIONet ;

Gestion de projets impliquant une forte part de programmation informatique : analyse des données et des besoins, définition des modèles de données et des règles de gestion, automatisation de la structuration des données, développement de programmes de calculs, vérification de l'insertion des données et gestion des anomalies, conception et réalisation de programmes pour automatiser des restitutions récurrentes (tableaux, graphiques, cartes…) ou fiabiliser des processus de traitements de données ;

- Maîtrise d'ouvrage de VISIOBase et, en fonction des besoins exprimés, assistance à la maîtrise d'ouvrage des unités métier en lien avec le prestataire informatique ;
- Assistance auprès des utilisateurs des unités MEP sur le logiciel SAS ;
- Appui à l'administration des métadonnées des serveurs SAS de MEP et de la plateforme Visual Analytics.

Relations fonctionnelles du poste :

Unités de MEP – autres unités à FranceAgriMer – service des systèmes d'information – services territoriaux - prestataires informatiques externes – administration

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- - Connaissances approfondies en informatique

Savoir-faire / Maîtrise

- Maîtrise des différents outils SAS : Client lourd, Entreprise Guide, Visual Analytics et Management Console ;
- Maîtrise des techniques de traitement des données notamment avec SQL et SAS ;
- Aptitude au pilotage de projets informatiques et à la maîtrise d'ouvrage ;
- Capacité d'analyse, de synthèse, de rigueur et de sens des délais ; maîtrise des techniques de communication écrite et orale.

Diplôme – Expérience professionnelle

Minimum bac+3 validé en cas de candidature contractuel
Expérience en qualité de chef de projet idéalement acquise dans le secteur public souhaitée

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Contraintes du poste :

Pas de contraintes particulières

Poste clé[1] :	Oui	Non ■
Poste à caractère sensible[2] :	Oui	Non ■
Poste à privilèges[3] :	Oui	Non ■

Personnes à contacter

Patrick AIGRAIN – chef de service Analyses et Fonctions Transversales et Multifilières
Tél. : 01.73.30.33.17
patrick.aigrain@franceagrimer.fr

Marie LECOCQ - cheffe de l'unité Système d'information économique
Tél. : 01.73.30.23.47
marie.lecocq@franceagrimer.fr

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutements – mobilite@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.
L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.
Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.
Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.
Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 22/12/2022

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.
[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.
[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Chargé.e de mission certification et contrôles externes

Secrétariat général/ Service Juridique et coordination communautaire/ Unité Coordination et Expertise Communautaire et Contrôles externes

N° appel à candidature : 20485	**Catégorie :** A
Cotation parcours professionnel : 1	**Cotation Groupe RIFSEEP : 4 si corps des attachés d'administration**
Filière d'emploi : 20 - Affaires juridiques	
Poste susceptible d'être vacant	**Localisation :** 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.
Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible.
La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

L'Établissement national des produits de l'agriculture et de la mer (FranceAgriMer) est, avec le ministère de l'agriculture et de l'alimentation, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles, forestières et de la pêche. Il est agréé organisme payeur du Fonds européen agricole de garantie (FEAGA).

Ses principales missions consistent à :
- favoriser la concertation au sein des filières agricoles, forestières et de la pêche,
- assurer la connaissance et l'organisation des marchés agricoles, au travers notamment d'une veille économique,
- mettre en œuvre les politiques publiques de régulation des marchés,
- gérer des dispositifs publics de soutien, nationaux et/ou européens.

Le Service Juridique et Coordination Communautaire exerce une mission générale de veille règlementaire, de sécurité juridique, de conseil, de coordination des contrôles externes et des suites qui leur sont données.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Au sein de ce service, l'unité Coordination et Expertise communautaire et Contrôles Externes (U_CECE) est composée de 2 pôles :
- Déclarations réglementaires et suivi des créances
- Règlementation, Certification des comptes et contrôles externes

Le pôle « Règlementation, Certification des comptes et contrôles externes » a pour fonctions d'assurer le suivi des travaux de certification des comptes de l'Etablissement effectués dans le cadre des dispositions du règlement (UE) n°1306/2013 qui s'imposent à un organisme payeur du FEAGA ; la coordination des contrôles externes (FEAGA, FEAMP et FEAD) ainsi que la veille règlementaire et jurisprudentielle.

Objectifs du poste

- Piloter les travaux annuels de coordination des travaux d'audit sur la certification des comptes de FranceAgriMer en sa qualité d'organisme payeurs (OP) du FEAGA
- Coordonner et suivre les audits européens et nationaux effectués dans le cadre du FEAGA

Missions et activités principales :

- Assurer la coordination des réponses aux tests et leur transmission à la Commission de Certification des Comptes des Organismes Payeurs (CCCOP)
- Piloter et superviser les tableaux de bord et statistiques en lien avec les travaux de certification des comptes établis par l'autre agent du pôle
- Préparer les missions des corps d'audit externes et assurer leur bon déroulement
- Organiser les réunions préparatoires, d'ouverture et de clôture des audits externes
- Rassembler la documentation pertinente en lien avec les autres services de FranceAgriMer
- Coordonner l'élaboration des réponses aux observations formulées dans le cadre des audits
- Participer aux réunions d'ouverture et de clôture des enquêtes ainsi qu'aux réunions organisées par la Commission européenne, l'Organe de conciliation ou la Cour des comptes européenne
- Renseigner les tableaux de suivi et de synthèse des enquêtes et assurer la mise à jour de l'intranet de l'unité
- Assurer la suppléance des deux agents du pôle en charge du suivi des Comités de gestion de la DG AGRI

Relations fonctionnelles du poste :

En interne : tous les services de l'Etablissement (Direction générale, Secrétariat général, Direction des Interventions, Agence comptable, Mission Audit interne, Service du Contrôle Interne…)

En externe : Commission européenne (DG AGRI), Cour des comptes de l'Union européenne, Cour des comptes française, Commission de certification des comptes des organismes payeurs (Ministère des Finances), MASA, Secrétariat général des Affaires européennes, MCFA, ASP, ODEADOM, ODARC.

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Expérience en matière de pilotage de dossier et /ou de coordination et/ou de gestion des aides
- Connaissances de la réglementation européenne transverse et sectorielle en matière de Fonds agricole
- Capacité à expertiser et analyser des textes règlementaires

Savoir-faire / Maîtrise

- Autonomie, rigueur organisationnelle et réactivité
- Capacité d'initiative et d'adaptation
- Capacité à piloter
- Capacité à rendre compte des difficultés
- Respect des délais et échéances
- Sens des relations humaines et aisance dans la communication

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

• Notions en matière d'audit	• Maîtrise des logiciels bureautiques usuels

Diplôme – Expérience professionnelle

Master Droit, économie gestion, administration publique, affaires internationales et européennes, audit

Poste clé[1] :	Oui Non ×
Poste à caractère sensible[2] :	Oui Non ×
Poste à privilèges[3] :	Oui Non ×

Personnes à contacter

Benjamin THYWISSEN, chef du service juridique et de coordination communautaire,
01.73.30.31.80
benjamin.thywissen@franceagrimer.fr
Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement
mobilite@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.
Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.
Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.
Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 22/12/2022

Le dossier de candidature doit comporter :
- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.
[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.
[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Responsable de pôle « Règlementation, certification des comptes et contrôles externes »

Secrétariat général / Juridique et coordination communautaire / Coordination et expertise européennes

N° appel à candidature : 20484	**Catégorie : A**
Cotation parcours professionnel : 1	**Cotation Groupe RIFSEEP : 3 si corps des attachés d'administration**
Filière d'emploi : 20 - Affaires juridiques	
Poste susceptible d'être vacant	**Localisation : MONTREUIL** 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.
Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible.
La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

L'Établissement national des produits de l'agriculture et de la mer (FranceAgriMer) est, avec le ministère de l'agriculture et de l'alimentation, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles, forestières et de la pêche. Il est agréé organisme payeur du Fonds européen agricole de garantie (FEAGA).

Ses principales missions consistent à :
- favoriser la concertation au sein des filières agricoles, forestières et de la pêche,

- assurer la connaissance et l'organisation des marchés agricoles, au travers notamment d'une veille économique ;
- mettre en œuvre les politiques publiques de régulation des marchés ;
- gérer des dispositifs publics de soutien, nationaux et/ou européens.

Le Service juridique et coordination communautaire (SJCC) exerce une mission générale de veille règlementaire, de sécurité juridique, de conseil, de coordination des contrôles externes et des suites qui leur sont données. Au sein de ce service, l'unité Coordination et Expertise européennes (U_CEE) pilote pour l'Etablissement les missions d'audit diligentées par les corps de contrôles externes ; apporte son expertise à l'égard de toutes les directions de l'Etablissement et de l'agence comptable dans la mise œuvre de la règlementation européenne relative aux aides agricoles et assure le suivi des travaux de certification des comptes.

L'U_CECE est composée de 2 pôles :
- Déclarations réglementaires et suivi des créances
- Règlementation, certification des comptes et contrôles externes.

Le pôle « Règlementation, certification des comptes et contrôles externes » a pour fonctions d'assurer le suivi des travaux de certification des comptes de l'Etablissement effectués dans le cadre des dispositions du règlement (UE) n° 1306/2013 qui s'imposent à un organisme payeur du FEAGA ; la coordination des contrôles externes (FEAGA, FEAMP et FEAD) ainsi que la veille règlementaire et jurisprudentielle.

Objectifs du poste

- Assurer les missions de responsable de pôle en supervisant les travaux liés à la certification des comptes et aux contrôles externes, y compris dans leur dimension managériale ;
- Assurer les contrôles croisés FEAGA/FEADER ;
- Assurer le pilotage et le suivi des conventions de délégation sur les fonctions organisme payeur ;
- Répondre aux demandes d'expertise règlementaire ;
- Suivre l'évolution de la réforme de la PAC post 2020 et ses enjeux quant à la certification des comptes ;
- Suppléer la cheffe d'unité pour la validation des décisions de gestion ;

Missions et activités principales :

- Analyser le rapport annuel de certification des comptes et piloter le suivi des recommandations formulées ;
- Préparer les éléments de réponse en vue de l'audition de la Directrice générale et co-animer avec la cheffe d'unité les réunions préparatoires en interne avec la Direction ;
- Consolider les éléments de réponse à apporter à l'annexe III de la déclaration de gestion ;
- Préparer et coordonner les réunions organisées par l'instance de supervision de l'agrément de l'établissement comme organisme payeur ;
- Superviser la coordination des contrôles externes de l'Union européenne et nationaux : superviser les réponses préparées par le(s) chargé-e(s) de mission ; participer aux réunions d'ouverture et de clôture des enquêtes, aux réunions interministérielles ainsi qu'aux réunions bilatérales organisées par la Commission européenne ou l'Organe de conciliation ;
- Piloter les contrôles croisés FEAGA/FEADER : mettre en place/à jour les procédures avec l'ASP et l'ODEADOM, participer aux réunions du COMOP HSIGC ;
- Organiser les réunions de supervision prévues par les conventions de délégation et coordonner la mise à jour de ces conventions ;
- Rédiger des notes d'analyse, fiches de synthèse, procédures et comptes rendus dans le domaine d'activité.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Relations fonctionnelles du poste :

En interne : tous les services de l'Etablissement (DG, SG, DI, AC, MAI, SCIAP…) ;

En externe : CCCOP, corps de contrôles externes européens ou nationaux (Commission européenne, Cour des comptes UE, Cour des comptes françaises), MAA, SGAE, MCFA, ASP, ODEADOM, ODARC.

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Expérience en matière de pilotage de dossier et /ou de coordination et/ou de gestion des aides ;
- Connaissances de la réglementation européenne transverse et sectorielle en matière de Fonds agricole ;
- Capacité à expertiser et analyser des textes règlementaires ;
- Notions en matière d'audit.

Savoir-faire / Maîtrise

- Autonomie, rigueur organisationnelle et réactivité ;
- Capacité d'initiative et d'adaptation ;
- Capacité à animer et piloter
- Respect des délais et échéances ;
- Capacité à remonter et à rendre compte des difficultés rencontrées ;
- Sens des relations humaines et aisance dans la communication ;
- Maîtrise des logiciels bureautiques usuels.

Diplôme – Expérience professionnelle

Minimum bac+3 validé pour les candidats contractuels et expérience dans secteur public souhaitée

Contraintes du poste :

Pas de contraintes particulières

Poste clé[1] :	Oui Non ⊗
Poste à caractère sensible[2] :	Oui Non ⊗
Poste à privilèges[3] :	Oui Non ⊗

Personnes à contacter

Benjamin THYWISSEN, chef du service juridique et de coordination communautaire – Tél : 01.73.30.31.80
benjamin.thywissen@franceagrimer.fr

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement
mobilite@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.
Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.
Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.
[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.
[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 22/12/2022

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

DIRECTION REGIONALE DE L'ALIMENTATION, DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET OCCITANIE

SERVICE FRANCEAGRIMER

Adjoint(e) Chef d'unité Contrôles

N° appel à candidature : 20483	**Catégorie :** A
Cotation parcours professionnel : 1	**Cotation Groupe RIFSEEP : 4.1** **Groupe 4.1si corps des Ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement** **Groupe 3 si corps des attachés d'administration de l'Etat**
Filière d'emploi : 1 – Elaboration et pilotage des politiques publiques	
Poste vacant	**Localisation : Montpellier** 697 avenue Etienne Mehul CA Croix d'Argent CS 90077 34 078 MONTPELLIER CEDEX 3

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.
Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail.
Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans, éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles et de la pêche.
Lieu d'information, d'échanges, de réflexion, d'arbitrage et de gestion pour les filières françaises de l'agriculture et de la pêche rassemblées au sein d'un même établissement, FranceAgriMer :

- met en œuvre des dispositifs de soutiens techniques et financiers, nationaux et européens, et gère des dispositifs de régulation des marchés,
- assure un suivi des marchés, propose des expertises économiques, mais également techniques par exemple en contribuant à des actions de coopération technique et au développement des filières à l'international,
- organise le dialogue, la concertation et la mise en œuvre des politiques publiques en s'appuyant sur une gouvernance rénovée.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Le service est chargé de la mise en œuvre au plan régional des missions relatives aux filières viticoles, fruits et légumes, grandes cultures et élevage. Il effectue le contrôle, l'instruction et la liquidation des aides nationales et communautaires octroyées à ces filières, et contribue également au suivi de la conjoncture et l'animation régionale des filières. Il assume enfin des missions techniques dans les domaines vitivinicoles, productions animales et grandes cultures.

Il est organisé en 5 unités :

- Une unité Productions animales et végétales
- Une unité « OCM viticole - Restructuration et à la reconversion du vignoble »
- Une unité « OCM viticole - Aides aux investissements des entreprises viti-vinicoles »
- Une unité certification des bois et plants de vigne et des vins sans IG
- Une unité Contrôles

Il concourt par ailleurs aux deux missions transversales rattachées à la direction de la DRAAF : « *durabilité de l'agriculture* » et « *gouvernance des bassins économiques et la coordination des stratégies de filières agricoles et agroalimentaires* ».

Les agents affectés au sein de ces unités sont situés à Montpellier et Toulouse, en fonction notamment d'une logique de proximité.

Objectif du poste :

L'unité Contrôles est composée d'une équipe de 30 agents répartie sur les sites de Montpellier et de Toulouse, qui est renforcée chaque année par des vacataires.

Sous l'autorité du chef d'unité et en lien avec le chef d'unité adjoint basé à Toulouse, le chef d'unité adjoint :

- Contribue au pilotage général de l'unité contrôles
- Pilote et encadrer la cellule contrôles du site de Montpellier (19 agents)
- Réalise des contrôles physiques et documentaires en entreprises et en exploitations
- Assure la représentation institutionnelle de l'établissement et du service en région.

Missions et activités principales :

Organiser et coordonner les actions de contrôles en liaison avec le chef d'unité contrôles et les autres unités du service
Planifier et répartir les contrôles à réaliser entre les contrôleurs
Superviser les contrôles
Encadrer les contrôleurs débutants et les contrôleurs vacataires et participer à leur formation
Assurer le suivi des contrôles (statistiques et tableaux de bord)
Assurer le lien avec le siège de FranceAgriMer (unités contrôles et autres unités de la direction des interventions)
Transmettre les comptes rendus de contrôle au service central concerné
Réaliser des contrôles en entreprises ou en exploitations agricoles
Accompagner en tant que de besoin les corps de contrôle externes et assurer au cas par cas des missions d'expertise interne

Relations fonctionnelles du poste :

Services de la DRAAF, services siège FAM, autres services territoriaux FAM,

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Services administratifs régionaux (DGDDI, DDTM, INAO, ASP, DREETS,…)
Collectivités locales, notamment Conseil régional
Organisations professionnelles
Entreprises, producteurs

Compétences requises pour le poste :

Connaissances en management
Connaissance technique de la filière viti-vinicole
Connaissance de la réglementation viti-vinicole et des autres filières
Connaissance de l'organisation des filières agricoles régionales
Maîtrise des techniques de contrôle
Connaissance des procédures de contrôles
Connaissance des applications informatiques métiers de FranceAgriMer dont l'application SIG
Connaissance de la comptabilité générale
Connaissance du contexte organisme payeur

Savoir-faire / Maîtrise

Savoir manager une équipe
Savoir organiser et planifier les tâches dans le respect des délais
Savoir assurer le suivi et rendre compte des activités
Maîtriser les circuits d'instruction et les procédures de contrôle
Savoir lire et comprendre les documents comptables et administratifs des entreprises
Savoir utiliser les outils de mesures (GPS)
Maîtriser les outils bureautiques

Diplôme – Expérience professionnelle

Pour les candidats contractuels bac+3 validé
Une expérience dans le pilotage d'une équipe de contrôleurs serait appréciée
Une compétence en ampélographie et dans la reconnaissance des maladies de la vigne serait un plus

Contraintes du poste :

Déplacements liés aux contrôles sur place et réunions sur l'ensemble de la région Occitanie et ponctuellement hors région Occitanie.
Nombreuses procédures de contrôles (plus de 20 dispositifs différents) sur diverses filières
Encadrement important

Poste clé[1] :	Oui	Non ×
Poste à caractère sensible[2] :	Oui	Non ×
Poste à privilèges[3] :	Oui	Non ×

Personnes à contacter

Stéphane BOUNEAU, Chef du service FranceAgriMer Occitanie
stephane.bouneau@franceagrimer.fr – Tel : 05 34 41 96 26

Jean-Dominique PASTRUCH, Chef de l'unité Contrôles Occitanie
Jean-dominique.pastruch@franceagrimer.fr – Tel : 04 67 07 81 15

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement
mobilite@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.
[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.
[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 22/12/2022

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.